

l'essentiel



de Neuilly-Puteaux

LES NOUVELLES DE L'UMP - 6^e CIRCONSCRIPTION DES HAUTS-DE-SEINE

Une rentrée sur les chapeaux de roues !

L'Essentiel est maintenant le lien familial qui unit les adhérents UMP de notre circonscription, puisqu'il s'agit déjà du troisième numéro de ce journal.

C'est le trait d'union qui a pour ambition de vous informer et vous permet aussi de vous impliquer dans la vie de notre circonscription, car les rédacteurs de l'Essentiel, c'est vous !

Notre engagement politique n'a d'intérêt que si nous le vivons ensemble et les militants de



L'UMP doivent être au cœur de notre action. Je souhaite que nous nous impliquions tous ensemble dans un véritable projet de section pour les mois à venir afin d'être encore plus dynamiques, encore plus nombreux et encore plus créatifs.

Jean SARKOZY
Chargé de mission pour l'UMP
Neuilly-Puteaux
Président du Groupe Majoritaire au Conseil général des Hauts-de-Seine

1/Echanger, dialoguer, s'informer

■ Des "dîners militants" tous les mois

■ Des "cafés-politiques"



Si nous avons multiplié les échanges ces derniers mois avec des personnalités et des représentants du Gouvernement, c'est parce que vous devez être les premiers à être informés et à pouvoir réagir à l'actualité.

■ Des réunions "café-croissants" à la permanence

■ Des dîners-débats tous les trimestres

■ Des réunions à thèmes

■ Des visites institutionnelles...



2/Se former, être un relais

Mise en place d'ateliers de formation qui s'articulent autour de 3 thèmes :

■ la prise de parole en public

■ l'action sur le terrain

■ les argumentaires

S'engager dans un parti politique c'est être un relais sur le terrain. Aussi, nous vous proposons un programme de formation qui vous permette d'être encore plus performants et opérationnels pour défendre et exprimer vos idées.

3/Etre une force de propositions

■ Création d'un site internet UMP Neuilly-Puteaux

■ Création d'un "Cercle de réflexion prospective" qui aura pour ambition de réfléchir et de proposer

Vous êtes la force de proposition de notre Mouvement et pour cela, nous devons être également un laboratoire d'idées et un relais entre l'opinion publique et nos responsables politiques.

Laurent Wauquiez, premier invité de la rentrée politique à Neully



est assez légitime de prélever sur le capital pour financer du retour à l'emploi».

Face à un public en partie jeune, le Ministre a rappelé la nécessité d'une réforme de la formation professionnelle qui est «un défi fondamental d'avenir»; elle consiste à proposer aux jeunes une formation offrant de réels débouchés et à permettre aux demandeurs d'emploi de retrouver un travail au plus vite.

D'autres sujets ont été évoqués, tels que l'élection américaine.

C'est dans un climat particulièrement chaleureux que Laurent Wauquiez, actuel Secrétaire d'Etat à l'emploi, a été accueilli, mardi 2 septembre, dans le cadre d'un débat organisé au « Big Ben Pub » à Neully. Près de 200 militants UMP de Neully, de Puteaux, et d'autres circonscriptions ont assisté à ce premier évènement de la rentrée.

Le Ministre a, tout d'abord, affirmé publiquement l'amitié qu'il porte à Jean Sarkozy avant de se livrer à un exercice dont il possède la parfaite maîtrise : répondre à des questions tous azimuts.

Actualité oblige, les premières questions ont porté sur le financement controversé du RSA. A ce sujet, le Ministre plaide en faveur d'un financement de solidarité sur le capital car «il



A cette occasion, Laurent Wauquiez a donné son sentiment sur la Convention démocrate de Denver, à laquelle il a pu assister : «cela a été un évènement phénoménal marqué par une très forte implication de la société civile et des associations de quartier; les américains sont très «pros» dans la manière de faire de la politique et il y a des idées à prendre».



Né le 12 avril 1975 à Lyon, Laurent Wauquiez est actuellement, et depuis le remaniement du 18 mars 2008, Secrétaire d'Etat à l'emploi. Il a été auparavant porte-parole de ce même gouvernement et maire du Puy-en-Velay. Il est marié et père de

deux enfants.

Après avoir étudié au Lycée Louis-le-Grand puis en khâgne au lycée Henri-IV, il intègre l'École normale supérieure (14e sur 74) en 1994. Il commence des études d'histoire et il est reçu premier à l'agrégation. Il entre ensuite à l'Institut d'études politiques de Paris, passe un DEA de droit public. Enfin, il entre à l'ENA (promotion Mandela).

À sa sortie de l'ENA en mars 2001 comme major de promotion, il intègre le Conseil d'Etat; il est nommé auditeur en 2001 puis rapporteur près la commission spéciale de cassation des pensions la même année, puis maître des requêtes en 2004.

Laurent Wauquiez, en plus d'exercer la responsabilité de Secrétaire d'Etat, est également Maire du Puy-en-Velay (Haute Loire), mandat auquel il est profondément attaché; il a précisé à quel point il est primordial, en tant qu'élu, de conserver un pied sur le terrain pour prendre conscience de la réalité des choses et du ressenti des gens.

Campus d'été à Royan Unité et rassemblement au service des réformes

On nous l'avait annoncé, le Campus d'Été des Jeunes de l'UMP allait marquer une rupture avec le triste spectacle donné à La Rochelle par les socialistes.

On ne nous avait pas menti, on avait simplement mésestimé l'ampleur de ce rassemblement, la formidable dynamique que les jeunes du Mouvement ont créée.



Rassemblés autour de leur nouveau Président Benjamin Lencq, les jeunes de notre Mouvement ont accueilli, dans une ambiance conviviale mais sérieuse, tous les Ministres du Gouvernement, les responsables de l'UMP ainsi que bon nombre de parlementaires.

Autour de Tchats au cours desquels les jeunes UMP ont mis sur le gril leurs respons-



ables politiques, l'heure était à l'échange libre, aux discussions et même aux confrontations d'idées.

Loin des discours légalisants des «egos» de La Rochelle, les Jeunes Populaires ont montré qu'on peut être jeune et intéressé par le débat public.

Car c'est aux jeunes de notre Mouvement qu'il revient d'exprimer des idées, d'ouvrir des débats, y compris sur des thèmes que la gauche tente de s'approprier.



Sans tabou, sans dogme, les jeunes UMP ont démontré à Royan leur maturité politique, la fraîcheur de leur réflexion. En bref, ils ont montré l'exemple. Nous pouvons être fiers de cette génération.

Entretien avec Valérie Péresse

Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche



Valérie Péresse, invitée de Jean Sarkozy et des Jeunes UMP de Neuilly, Café politique du 17 septembre au Winston

L'essentiel : Madame La Ministre, la rentrée Universitaire approche à grands pas... Quels sont les principaux objectifs de la loi sur l'autonomie de l'université ?

Valérie Péresse :

"L'autonomie va permettre de donner aux universités de nouvelles marges de liberté aussi bien pour le recrutement que pour la gestion des crédits. Elle va introduire plus de souplesse. Cette loi est le socle de la réforme de l'Enseignement supérieur qui se déroulera sur cinq années à venir."

L'essentiel : La loi sur l'autonomie ne représente donc qu'une première étape. Quels sont les autres chantiers en cours ?

V.P. : "Parallèlement, j'ai lancé cinq grands chantiers, qui portent sur la réussite en licence pour lutter contre l'échec universitaire en première cycle, les conditions de vie étudiante (bourses, logement étudiant...), les infrastructures, le statut des jeunes chercheurs et enseignants chercheurs et l'ensemble des carrières des personnels de l'université. Ces chantiers trouveront leur traduction dans le budget 2008."

L'essentiel : Entreprises et Universités : cette réforme va-t-elle favoriser des liens plus forts entre ces deux univers qui, contrairement aux Etats-Unis, ont du mal à collaborer ?

V.P. : "Si vous regardez les systèmes étrangers, il y a d'importants fonds privés qui viennent s'investir dans l'université. La loi offre la possibilité aux universités de mettre en place des fondations universitaires dotées d'une structure souple. Des fonds seront mis à la disposition du Conseil d'Administration de l'université qui déclarera de leur affectation."

L'essentiel : Universités et grandes écoles : pensez-vous que l'autonomie des universités va «doper» la compétition ?

V.P. : "Notre priorité reste l'université. La nouvelle loi sur l'autonomie va permettre de renforcer nos universités, elle ne concerne pas les grandes écoles. Cependant, certains établissements d'enseignement supérieur ont demandé à pouvoir bénéficier des mesures mises en place par le projet de loi sur l'autonomie. Ceci est bien la preuve de la pertinence de cette loi et de l'attractivité du statut d'autonomie."

Née le 14 juillet 1967 à Neuilly-sur-Seine, Valérie Péresse est mariée et mère d'une fille et de deux garçons. Diplômée d'HEC en 1988, elle est aussi ancienne élève de l'ENA, promotion Condorcet. Elle est Députée des Yvelines depuis 2002 et élue Conseillère régionale de Ile-de-France. Valérie Péresse est aujourd'hui Secrétaire générale adjointe et Porte-parole de l'UMP.

Elle a fait voter par l'Assemblée nationale en 2007, une loi sur l'autonomie des universités et a annoncé en janvier 2008, un "plan capex" pour faire émerger en France dix pôles universitaires d'excellence de niveau international.

EN SEPTEMBRE...

La qualité des formations évaluée par des agences européennes. Valérie Péresse a ouvert à Strasbourg la Conférence organisée dans le cadre de la présence française de l'Union européenne sur «L'assurance qualité des établissements d'enseignement supérieur en Europe». Elle a rappelé son engagement pour la création d'un classement des universités en Europe !

LANCEMENT DU NOUVEAU PRET ETUDIANT

Elle a signé avec François Drouin, Président d'OSEO, une convention instaurant le nouveau prêt étudiant. La signature est intervenue en présence de la Fédération bancaire française, du Groupe Banque Populaire et CETELENE qui sont les deux premiers réseaux à proposer ce prêt étudiant. L'Etat garantit une partie du risque de défaillance encouru par les banques par le biais d'OSEO, mandaté pour la gestion du fonds de garantie. Ce prêt est accessible à tous les étudiants, sans conditions de ressources, sans caution, et à remboursement différé.

REMISE DU RAPPORT DU RESEAU DU CROUS

Elle a reçu le rapport de Denis Lambert, Président de l'Association des directeurs de CROUS (Centre régional des œuvres universitaires), sur la réforme du réseau des œuvres universitaires. Il préconise la mise en place d'un réseau d'Agences pour la vie étudiante, rénové et modernisé. Les propositions visent à simplifier les démarches des étudiants et à renforcer localement la collaboration entre les acteurs de la vie étudiante, dans une logique de sites.

Notez nos prochains rendez-vous

- **Mardi 23 septembre :** visite de Elysée
- **Samedi 27 septembre :** visite de l'Assemblée Nationale
- **Samedi 27 septembre :** "café croissants" à la permanence de 10h à 12h
- **Dimanche 28 septembre :** pique-nique de la Fédération des Hauts-de-Seine à Rueil-Malmaison à partir de 11h
- **Vendredi 03 octobre :** Apéritif au Théâtre de Neuilly 19 h
- **Lundi 13 octobre :** dîner au FOC LY à 19h45
- **Jeudi 16 octobre :** débat au Village avec Xavier DARCOS à 20h
- **Samedi 25 octobre :** "café croissants" à la permanence de 10h à 12h
- **Lundi 03 novembre :** dîner au Chalet à 19h45

Site Jean Sarkozy : www.jeansarkozy.org
 Adresse mail permanence : ump@neully@gmail.com

Roger Karoutchi répond à nos questions



Le 12 septembre, Roger Karoutchi nous a fait le plaisir d'être présent au Théâtre de Neuilly, à l'invitation de Jean Sarkozy. C'est dans une ambiance studieuse mais décontractée qu'il a abordé de nombreux thèmes d'actualité et a accepté de répondre à nos questions.

L'Essentiel : Le fichier «EdVigés» a suscité beaucoup d'émotion, que pensez vous de cette initiative ?

Roger Karoutchi : "Ebvige est la reprise du fichier des Renseignements Généraux créé en 1991 par le Gouvernement socialiste d'Edith Cresson. Ce nouveau fichier diffère de l'ancien sur deux points : son extension aux mineurs de moins de 16 ans, susceptibles de porter

atteinte à l'ordre public, et aux données "sensibles". Son utilisation, placée sous le contrôle de la CNIL, reste par ailleurs strictement encadrée. Aucune extraction du fichier n'est possible et seuls les policiers et gendarmes habilités pourront y accéder. Il faut savoir aussi que chacun pourra consulter et modifier les données qui le concernent.

Il n'en reste pas moins que la publication de ce décret a provoqué une vive émotion que l'on peut comprendre dans la mesure où il concerne les libertés individuelles qui sont au cœur de notre démocratie. C'est pourquoi le Président de la République a demandé à la Ministre de l'Intérieur d'engager une concertation sur cette question."

L'Essentiel : La taxe pour financer le RSA apparaît injuste pour certains. Qu'en pensez-vous ?

R. K. : "La première nécessité, c'est la mise en place du RSA. Il y avait en effet urgence dans ce domaine et grâce à l'impulsion décisive du Chef de l'Etat, la lutte contre le chômage ne passera plus par l'assistantat mais par un dispositif replaçant au cœur de la lutte contre l'exclusion, le retour à l'emploi. Le RSA n'est pas une dépense mais un investissement de 1,5 milliard d'euros dont le montant devrait se ré-

duire à mesure que les bénéficiaires retrouvent le chemin de l'emploi. Dans un contexte économique difficile, il n'est cependant pas souhaitable de faire peser une nouvelle charge sur le coût et les revenus du travail. Cette taxe est donc la moins mauvaise des solutions. Mais soyons clairs, il s'agit d'un prélèvement minimal (1,1%) qui concerne les intérêts et non le capital, par ailleurs certains placements seront exonérés (livrets A, livrets Jeunes...) Le débat parlementaire nous dira si certains ajustements seront encore apportés à ce mode de financement. Quoiqu'il en soit gardons en tête que, "taxe RSA" comprise, la baisse des prélèvements obligatoires promise par Nicolas Sarkozy s'élèvera à 14,5 milliards d'euros."

Roger Karoutchi est né à Casablanca (Maroc), mais il habite dans les Hauts-de-Seine depuis plus de 30 ans. Agrégé d'histoire et diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, il est encore étudiant lorsqu'il commence à militer dans le Mouvement gaulliste. Il est Conseiller régional depuis 1992, vice-président de la pauvreté à 1994 et, à ce jour, président du groupe UMP. Il a été élu Sénateur des Hauts-de-Seine en 1999 et Maire-adjoint de Villeneuve-la-Garenne en mars 2008

Une rentrée scolaire marquée par le passage à la semaine de quatre jours



L'école en pleine mutation

Le Gouvernement a l'ambition d'améliorer la qualité de l'enseignement dispensé dans nos écoles ; il le démontre au travers d'une rentrée 2008 riche en changements.

Le passage à la semaine de 4 jours en est un bon exemple. Cette réforme s'inscrit dans un cadre plus large en s'articulant autour de grandes orientations prioritaires, telles que scolariser les élèves handicapés, clarifier les objectifs de l'école primaire et mieux apprécier les résultats des élèves, développer l'éducation artistique et culturelle, préparer une meilleure orientation, assouplir la carte scolaire pour renforcer l'égalité des chances, généraliser l'accompagnement éducatif, lutter contre toutes les violences et les discriminations... Avec comme objectif annoncé "Que nul n'entre au collège sans savoir parfaitement lire, écrire et compter", de nouveaux programmes centrés sur le langage en maternelle, le français et les mathéma-

tiques en élémentaire sont entrés en application. L'enseignement des langues vivantes à l'école primaire se poursuit et l'enseignement de l'histoire de l'art fait son apparition.

Plus de cours le mercredi et le samedi

Depuis la rentrée, la durée de la semaine scolaire des écoles maternelles et élémentaires est donc fixée à 24 heures d'enseignement scolaire pour tous les élèves, à raison de 6 heures par jour. C'est donc un changement de rythme important. Les deux heures de cours du samedi, que certaines écoles avaient déplacées le mercredi matin, seront purement et simplement supprimées.

Un système de permanence devrait être organisé le samedi matin pour permettre aux élèves qui le veulent ou dont les parents travaillent, de participer à des activités culturelles ou artistiques.

Des élèves en difficulté mieux accompagnés

Ce nouveau dispositif va permettre de déléguer un "crédit" d'heures de cours qui seront utilisées à d'autres moments de la semaine pour permettre un accompagnement personnalisé des élèves qui en auront besoin.

Concrètement, selon des modalités qui seront définies "en concertation avec les partenaires

sociaux", les élèves présentant des difficultés dans l'apprentissage de la lecture, l'écriture ou le calcul seront suivis en petits groupes par leurs enseignants pendant deux heures réparties sur les 4 jours de la semaine.

Cet aménagement devrait profiter aux 15% d'élèves en très grande difficulté scolaire et permettre, le cas échéant, la mise en place d'un programme personnalisé de réussite éducative.

Posez vos questions à Xavier Darcos, Ministre de l'Éducation nationale, qui sera notre invité le jeudi 16 octobre au Chézy (20h).
Par mail : ump6neuilly@gmail.com
Par écrit : UMP Neuilly, 97 av. du Roule

Rencontre avec Madame Rummel et Monsieur Sallé, Directeurs de l'école Michels à Neuilly-sur-Seine.



Parlez-nous de vos fonctions et de votre établissement...

"Le groupe élémentaire Michels est un établissement public de Neuilly-sur-Seine.

Il compte près de 700 élèves - répartis en 25 classes - et une trentaine de professeurs. Madame Rummel est Directrice de l'école de Michels B et je suis Directeur de l'école Michels A."

Comment se passe cette rentrée scolaire 2008 ?

Monsieur Sallé : "Pour ma part, il s'agit de ma 20^{ème} rentrée dans cet établissement. C'est une excellente rentrée, tous les postes étaient pourvus et l'annonce du passage généralisé à la semaine de 4 jours est une très bonne chose même si, pour les écoles publiques de Neuilly, il ne s'agit que d'une confirmation." Pour mémoire la semaine de 4 jours a été initiée par Nicolas Sarkozy, alors Maire de Neuilly, pour toutes les écoles publiques de Neuilly il y a une quinzaine d'années à titre dérogatoire.

Selon vous, quel est l'intérêt majeur du passage à la semaine de 4 jours ?

"Cette décision respecte la vie de famille. Les enfants passent le week-end avec leurs parents (qui n'ont plus à jongler entre les dates de vacances du primaire et du secondaire). Par ailleurs, cette réforme permet de réduire l'absentéisme de certains élèves le samedi matin, pour des raisons familiales ou religieuses."

En quoi la semaine de 4 jours permet-elle d'améliorer le niveau des élèves ?

"Le temps de soutien scolaire ainsi délogé permet de mettre les élèves à niveau. Ce soutien est quasiment individualisé et il est déclenché à la demande du professeur, avec l'autorisation expresse des pa-

rents, ce qui renforce l'implication des parents et des élèves. Il semble cependant important de conserver le RASED (Réseau d'Aide Spécialisée aux Enfants en Difficulté), cellules d'aide composées d'un psychologue, d'un rééducateur psycho-pédagogique, d'un rééducateur psycho-motricien, chargés de gérer les enfants en très grosse difficulté."

Qu'aimeriez-vous ajouter pour conclure ?

"Au vu de cette réforme depuis plus de 25 ans dans les établissements, dans les conseils d'écoles et les conseils des maîtres. Le débat est ouvert depuis des années entre les acteurs de l'Éducation nationale. Il était temps de la généralisation et d'agir.

Il est par ailleurs important de dire que beaucoup de professeurs faisaient déjà, après la classe, aux inter-cours à l'heure du déjeuner, des séances de rattrapage. Pour eux, ce n'est que l'officialisation d'une pratique déjà existante."



Rencontre avec Isabelle Wallach, mariée, 2 enfants

Pour vous, comment s'est passée cette rentrée ?

"La rentrée s'est très bien passée. Nous avons notamment eu une réunion de parents d'élèves pour expliquer la semaine de 4 jours et son programme de soutien. Mais il est vrai que, pour nous, le changement est moindre car nous avions déjà une semaine aménagée."

Vous avez donc une première expérience de la semaine de 4 jours, que pensez-vous de la décision du Gouvernement de la généraliser ?

"La semaine de 4 jours est parfaite. Le mercredi permet une bonne coupure pour se reposer, pratiquer des activités extra scolaires (sport, culture, arts plastiques...), de revoir le travail sur 2 jours et de faire un point à mi-semaine. Le break du mercredi est formidable."

Ce dispositif permet également de déloger un "crédit" d'heures de soutien pour les élèves en

difficulté, qu'en pensez-vous ?

"Le soutien de 2 h est très bien pour les enfants mais aussi pour les parents.

C'est un relais entre la classe, l'enseignant, les parents et une occasion supplémentaire de dialogue. Le soutien, idéalement, devrait se faire au moment de l'étude. En tout cas, il ne faut pas attendre la fin d'année et un redoublement pour s'apercevoir qu'un enfant rencontre des difficultés. Ce dispositif permet de remettre au niveau ponctuellement et de façon personnalisée chaque enfant au fil de l'année. Et c'est d'autant plus important de le faire dans les petites classes qui sont capitales pour le futur de l'enfant."



Rencontre avec Jean-Jacques Bacque, marié, 2 enfants

Que pensez-vous de cette rentrée 2008 ?

"J'ai un enfant en maternelle et un en 5^{ème} au collège. La rentrée s'est passée correctement avec, malgré tout, quelques interrogations sur la mise en place de l'organisation du temps de travail dite à cette rentrée loi."

Que pensez-vous de la généralisation de la semaine de 4 jours ?

"Notre commune appliquait déjà la semaine de 4 jours depuis plusieurs années, accompagnée d'un calendrier dérogatoire qui imposait un nombre de samedi travaillés allant croissant d'année en année. La mise en place de cette loi est une très bonne chose pour une grande majorité des parents. Dans de très nombreuses familles, les deux parents travaillent toute la semaine et, par conséquent, le samedi comme le dimanche, est essentiel pour la vie de famille.

Le samedi est souvent consacré à des activités artistiques ou sportives, chaque samedi à l'école posait problème en terme d'assiduité de celles-ci. Pour les couples séparés ou divorcés, l'organisation et l'équité des gardes alternées étaient difficiles. Enfin cela simplifie l'harmonisation des dates de vacances pour l'ensemble des élèves de primaire et secondaire dans une même famille."

Éditeur : Graph Imprim - Siret 379 495 00012
Directeur de la publication : Jean Sarkozy
Rédacteur en chef : Isabelle Caullery
Conception : Michèle Schlieffer

Nous remercions Cedric Forest, Magali Diat, Jacques Bossuy, Jacques Schlieffer, Michèle Sauvan qui ont contribué à ce numéro.

SEPTEMBRE 2008



BULLETIN D'ADHESION OU DE RENOUVELLEMENT 2008

Mme Mlle M. Prénom..... Dept..... Circ.....
Nom..... Né le.....

Adresse..... Ville.....
Code postal.....

Tél..... Portable..... E-mail.....

J'adhère..... Je renouvelle ma cotisation au tarif de :
 Cotisation simple 25 € Cotisation couple 35 € Cotisation réduite 10 € (30 ans)

Date..... Signature :